

**RAPPORT N° 2024/6-12
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 12 décembre 2024**

OBJET :

PARCELLE CADASTREE HV 138 – COMMUNE DE SAINT-DENIS – AUTORISATION DE RENOUELER LA CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE AVEC LA SOCIETE BOURBON PIECES AUTO (BPA)

La parcelle cadastrée HV 138 d'une superficie de 1.127 m² a été acquise par la CINOR fin 2013 dans le cadre d'une indivision successorale.

La CINOR a été sollicitée en 2015 par la société Bourbon Pièces Auto (BPA) afin de disposer du terrain pour un usage de parking pour les employés de BPA.

La dernière convention renouvelée par le Bureau Communautaire du 15 février 2024 expire le 31 décembre 2024 moyennant un loyer mensuel de 800 €.

Il vous est proposé de reconclure avec la Société BPA une convention d'occupation précaire pour une durée de 12 mois à compter du 1er janvier 2025, moyennant un loyer mensuel de 850€.

En conséquence, je vous demande de bien vouloir :

- Approuver les termes de la convention d'occupation précaire jointe en annexe d'une durée de 12 mois ;
- Approuver le montant de l'indemnité mensuelle versé à la CINOR par la société BPA à la somme de 850 € (huit cent cinquante euros) ;
- Autoriser la Président à signer cette convention d'occupation précaire sur la parcelle HV 138 au profit de la Société BPA pour une durée de 12 mois ;
- Autoriser le Président à signer l'ensemble des documents y afférant.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



**DECISION N°2024/6-12
du Bureau de la Communauté
en séance du 12 décembre 2024**

OBJET

**PARCELLE CADASTREE HV 138 – COMMUNE DE SAINT-DENIS – AUTORISATION DE RENOUELLER LA
CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE AVEC LA SOCIETE BOURBON PIECES AUTO (BPA)**

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions ;

Sur le rapport n° 2024/6-12 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20241212-BC2024-6-12-DE
Date de télétransmission : 24/12/2024
Date de réception préfecture : 24/12/2024

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver les termes de la convention d'occupation précaire jointe en annexe d'une durée de 12 mois ;

ARTICLE 2

D'approuver le montant de l'indemnité mensuelle versé à la CINOR par la Société **BPA** à la somme de 850€ (huit cent cinquante euros) ;

ARTICLE 3

D'autoriser le Président à signer la convention d'occupation précaire de la parcelle HV 138 au profit de la Société **BPA** pour une durée de 12 mois ;

ARTICLE 4

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents y afférant.

Nombre de votants : 13
Suffrages exprimés : 13
Vote pour : 13
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme

Fait à Sainte-Clotilde **23 DEC 2024**

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20241212-BC2024-6-12-DE
Date de télétransmission : 24/12/2024
Date de réception préfecture : 24/12/2024